

DURABILITÉ ÉCOLOGIQUE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

CE QUI EST NÉCESSAIRE – LES MESSAGES CLÉS

- Reconnaissance des mesures d'intendance environnementale prises par les producteurs.
- Soutien pour la recherche sur le changement climatique et la mise au point d'outils qui favorisent la résilience et l'adaptation.
- Compétitivité continue des produits agricoles canadiens sur le marché mondial.
- Adoption d'une stratégie nationale sur la bioéconomie encourageant le développement de produits durables et de chaînes d'approvisionnement pour ceux-ci.
- Investissements qui favorisent l'amélioration continue de la production agricole durable au Canada.

CONTEXTE

Canada is one of a privileged few countries in the world that exports more food than it consumes and has strong sustainable growth potential considering the impacts of climate change. With a growing world population that will increasingly be looking to renewable energy, fibre, chemicals and other agricultural products to reduce greenhouse gas emissions, Canada is uniquely placed to lead growth in these areas. Increases in efficiency and new technology has spurred Canadian producers to make substantial improvements from an environmental sustainability and productivity standpoint over many decades. With the right coordination, incentives and support this pace can be maintained and even improved.

Mettre à profit la durabilité qu'offre l'agriculture canadienne

Le Canada jouit déjà d'une excellente réputation à l'échelle mondiale pour ce qui est de la durabilité écologique de son secteur agricole. Les producteurs ont toutefois reconnu que le simple fait de bien agir ne suffit plus et que ces actions doivent aller de pair avec de la documentation qui fait état d'une amélioration continue de la durabilité afin de justifier les pratiques appliquées. De nombreux secteurs agricoles sont en train de créer des systèmes d'assurance à cette fin, de concert avec des partenaires dans les chaînes de valeur et parmi les ONG. Or, le gouvernement a un rôle à jouer en appuyant ces initiatives, en fournissant de l'expertise scientifique et en soulignant le bien public qui crée une amélioration des résultats environnementaux.

En disposant de solides systèmes d'assurance, les producteurs canadiens peuvent maintenir leurs marchés dans un environnement de plus en plus compétitif tout en augmentant leur part des marchés et tout en devenant un fournisseur de choix pour les consommateurs qui souhaitent obtenir des produits de sources durables. Dans un même temps, les producteurs canadiens ont également l'obligation de continuer à offrir des aliments abordables à de nombreux pays qui ne peuvent peut-



être pas se permettre d'acheter des aliments plus chers et de continuer à produire des aliments destinés aux marchés d'exportation, de façon durable. La production agricole canadienne est un secteur clé qui profiterait d'investissements stratégiques faisant en sorte que les agriculteurs puissent produire plus, avec moins.

Le soutien fédéral pour la bioéconomie par l'établissement d'une stratégie nationale et des investissements ciblés peut également créer un marché pour les produits issus de déchets agricoles et cultures spéciales servant de matière première dans la production de plastique, de matériaux composites, de fibres et de carburant et que de nombreux producteurs agricoles attendent de fournir, mais pour lesquels le Canada n'a pas actuellement les installations de transformation requises. En général, ces produits ont une plus faible empreinte de GES que ceux dérivés des combustibles fossiles et devront faire partie de la solution de transition vers une économie verte. Il continue d'y avoir une excellente opportunité d'étendre la conversion des déchets agricoles en énergie.

Relever les défis au chapitre de la compétitivité suite à la tarification du carbone

Il y a certaines préoccupations concernant la compétitivité continue des producteurs canadiens lorsqu'ils auront à payer des prix plus élevés pour les intrants à cause de la tarification du carbone. Alors qu'une grande partie de ces mesures et

de l'élaboration des politiques à cet égard sont menées à l'échelle provinciale et territoriale, certains aspects, comme la cohérence des politiques entre les provinces, présentent un intérêt au niveau fédéral. Si les producteurs ne sont pas dédommagés ou ne font pas l'objet d'exemptions pour des intrants cruciaux comme le carburant diesel, les engrais, les produits de protection des cultures et autres, les produits canadiens deviendront moins compétitifs dans le monde. Un grand nombre de nos concurrents, comme l'Australie et les États Unis, n'ont pas l'intention d'instituer une tarification du carbone, et la réalité est que les prix des produits agricoles canadiens destinés à l'exportation sont fixés sur les marchés mondiaux.

Il est absolument crucial que l'on s'assure que les revenus provenant de l'établissement de prix pour le carbone profitent aux producteurs agricoles, grâce au financement de technologies propres et d'activités de recherche et d'innovation, la prise de mesures renforçant l'adaptation et la résilience et l'indemnisation des producteurs en réponse à la hausse du coût des intrants. Il sera tout aussi important de veiller à ce que les producteurs obtiennent des crédits compensatoires pour la séquestration du carbone ou soient compensés de façon significative pour les réductions des émissions d'oxyde d'azote. Tandis que les conditions agroenvironnementales varient à travers le Canada, il est important d'offrir des incitatifs à l'ensemble des producteurs pour les encourager à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le secteur de la culture en serre, pour sa part, en tant qu'utilisateur de CO₂ durant la production, nécessite un examen attentif afin qu'il puisse continuer à fonctionner au Canada

Investir dans la durabilité écologique

Les producteurs agricoles canadiens se classent déjà parmi certains des producteurs les plus écologiquement responsables dans le monde, grâce aux innovations et pratiques exemplaires adoptées volontairement dans de nombreuses entreprises agricoles. On pense notamment à la culture sans labour, aux biodigesteurs, aux protocoles de réduction des émissions d'azote, aux régimes de viabilité environnementale des chaînes d'approvisionnement et aux plans environnementaux de la ferme qui servent à cerner les risques pour l'environnement, sans oublier les produits cultivés par de nombreux agriculteurs qui sont utilisés comme sources d'énergie ou destinés au secteur industriel et aux marchés de consommation.

Or, l'investissement par les producteurs dans certaines des technologies favorisant la durabilité écologique pose problème, car il requiert une importante mise de fonds initiale qui fait qu'actuellement ce n'est pas rentable de le faire. On pourrait encourager des améliorations au chapitre de la viabilité environnementale en faisant des investissements dans des biens et services écologiques, ce qui inclurait des crédits compensatoires pour le carbone et l'accroissement du financement disponible pour les plans de pratiques de

gestion bénéfiques (PGB). Les incitatifs liés aux PGB, les plans environnementaux de la ferme et la réduction des frais de participation aux programmes de gestion des risques de l'entreprise constituent des mécanismes clés qui peuvent être utilisés pour favoriser l'application de pratiques intelligentes face au changement climatique, qui se traduiraient par une réduction des émissions, une séquestration accrue du carbone et des gains de productivité continus pour le secteur de l'agriculture dans son ensemble.

Construire un secteur adaptable et résilient

Par nature, les agriculteurs savent s'adapter et leurs moyens de subsistance subissent l'effet direct de l'imprévisibilité des conditions météorologiques et d'autres forces externes qui échappent à leur volonté. Des phénomènes météorologiques extrêmes poseront de nouvelles menaces du point de vue de leur fréquence et de leur gravité, et les agriculteurs auront besoin de mécanismes efficaces afin de pouvoir gérer les risques et de faire les investissements nécessaires dans des mesures d'adaptation. Les agriculteurs ont besoin de meilleurs renseignements dès maintenant, afin d'intégrer l'adaptation à leurs processus décisionnels réguliers.

Afin de garantir un secteur agricole fort au Canada qui continue de résister aux effets du changement climatique, les gouvernements devront fournir à la fois les outils nécessaires et un financement reposant sur des incitatifs afin que la planification des mesures d'adaptation devienne monnaie courante. Cela est crucial non seulement pour protéger les moyens de subsistance des agriculteurs mais également pour protéger la sécurité alimentaire et assurer un approvisionnement alimentaire mondial à des prix raisonnables afin de parer à l'éventualité de récoltes catastrophiques dans d'autres régions productrices de denrées de base en pleine croissance, à l'échelle planétaire

SAVIEZ-VOUS QUE...

- L'agriculture est bien placée pour remplacer de nombreux produits et de nombreuses applications faisant actuellement appel à des sources d'énergie non renouvelable.
- La bioéconomie est plus importante que l'industrie automobile.
- Le travail minimum du sol évite la consommation de plus de 170 millions de litres de carburant au Canada, chaque année



Fondée en 1935 afin de donner une seule voix unifiée aux agriculteurs canadiens, la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) est le plus important organisme agricole au pays. On trouve, parmi ses membres, des organismes agricoles provinciaux et des groupements nationaux et interprovinciaux de producteurs spécialisés. Par l'entremise de ses membres, la Fédération représente plus de 200 000 agriculteurs canadiens et familles canadiennes d'agriculteurs